

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 27/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROMI (LANNION)

Zone artisanale de Kérampichon
22300 Lannion

Références : 2025.352
Code AIOT : 0005503670

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement ROMI (LANNION) implanté Zone artisanale de Kérampichon 22300 Lannion. L'inspection a été annoncée le 17/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection faite dans le cadre de l'Action nationale sur la mise en place de la responsabilité élargie des producteurs (REP) véhicules hors d'usage (VHU).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROMI (LANNION)
- Zone artisanale de Kérampichon 22300 Lannion

- Code AIOT : 0005503670
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Romi exploite sur le site de LANNION un centre de tri, transit regroupement de déchets ainsi qu'un centre de dépollution, démontage ou découpage de VHU sous la rubrique 2712-1 et de dépollution, démontage ou découpage de bateau de plaisance ou de sports sous la rubrique 2712-3.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- AN25 VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Retours de l'exploitant suite aux analyses PFAS

L'exploitant a identifié plusieurs produits susceptibles de contenir des PFAS (huiles moteurs et hydrauliques, extincteurs, cuves à fuel, D3E froid). Il indique que ces flux sont dégazés ou vidangés avant leur prise en charge.

Il confirme le recours à SARPI et Sanitra pour le dégazage, tout en signalant la difficulté à garantir la vidange conforme des équipements apportés par les particuliers.

L'exploitant reconnaît la nécessité d'améliorer le stockage de ses déchets sensibles, notamment les débris d'usinage contenant de l'huile de coupe. Il a renforcé la protection des stockages et étudie la mise en place de caisses-palettes étanches. Cette amélioration a été constatée lors de l'inspection, la palette de ferraille étant désormais placée sous couvert.

Enfin, un contrat avec Eurofins est en cours de finalisation pour réaliser de nouvelles mesures sur les PFAS fin 2025 - début 2026.

Par ailleurs, le diffuseur du RIA situé à l'extérieur, à proximité du bâtiment, doit être remplacé.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
2	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
3	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien qu'il dispose d'un registre papier, l'exploitant doit créer les bordereaux de suivi de déchets (BSVHU) sur Trackdéchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : Conformément à l'article L. 541-10, les opérations de gestion des véhicules hors d'usage (VHU) — reprise, dépollution et traitement des déchets dangereux — doivent être réalisées par les opérateurs disposant d'un contrat avec un éco-organisme ou un système individuel agréé. L'exploitant a transmis un contrat avec l'éco-organisme «Recycler mon véhicule», signé le 18 décembre 2024 pour une durée de trois ans. Pour ses 8 centres VHU, l'exploitant se plaint néanmoins du manque de réactivité de l'éco-organisme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues,

quads)
Prescription contrôlée : II-R. 543-155-1 : Tout centre VHU disposant d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 peut réaliser les opérations de gestion de tout véhicule hors d'usage correspondant à la catégorie d'agrément de l'éco-organisme. Il peut laisser, en l'état, à disposition des systèmes individuels les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26. Tout centre VHU ne disposant pas d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 ne peut réaliser que les opérations de gestion de véhicules hors d'usage pour lesquelles il dispose d'un contrat conclu avec le système individuel du producteur de ces véhicules. Il laisse, en l'état, à disposition des autres systèmes individuels ou éco-organismes les véhicules hors d'usage qui lui auraient été remis et pour lesquels il n'aurait pas conclu le contrat prévu à l'article L. 541-10-26.
Constats : L'exploitant dispose d'un contrat avec l'éco-organisme «Recycler mon véhicule», agréé par arrêté interministériel du 8 avril 2024, portant sur les véhicules des catégories M et N jusqu'à 3,5 tonnes et les véhicules de catégorie L. Ainsi, le centre VHU peut réaliser les opérations de gestion des VHU correspondant à cette catégorie d'agrément et traiter toutes les marques de véhicules, y compris celles relevant d'un système individuel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : L'examen au hasard de plusieurs dossiers dans le logiciel CACTUS confirme l'absence de facturation au détenteur lors de la réception ou de la prise en charge des VHU pour destruction, conformément à l'obligation de gratuité imposée aux centres VHU.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
Prescription contrôlée :

<p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>(...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>La réglementation impose que tout centre VHU soit inscrit dans le système national Trackdéchets et émette un bordereau de suivi des déchets VHU (BSVHU) électronique dès la réception d'un véhicule hors d'usage, celui-ci étant considéré comme déchet dangereux dès son enlèvement.</p> <p>L'exploitant utilise encore des bordereaux papier et n'émet pas de BSVHU dans Trackdéchets. Cette pratique ne respecte pas l'obligation d'émission et de traçabilité électronique prévue par la réglementation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Vous devez mettre en place sans délai l'émission systématique des bordereaux de suivi de déchets VHU (BSVHU) dans Trackdéchets. Conformément à la réglementation, un VHU est considéré comme un déchet dangereux dès son enlèvement, et son suivi doit impérativement être tracé par un bordereau électronique dans le système national Trackdéchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>